

prononcés, j'ai parfois eu l'impression qu'elle sautait plus qu'elles ne marchait, mais reste qu'elle a été très utile.

J'ai toujours eu l'impression que les débats sur les affaires extérieures étaient beaucoup trop formels et arides, qu'ils ne traduisaient pas les opinions du peuple canadien en matière d'affaires étrangères, et qu'ils n'étaient pas de grande utilité. Cet état de choses est attribuable, entre autres motifs, à l'histoire des débats sur les affaires étrangères dans cette enceinte. Feu le très hon. William Lyon Mackenzie King s'était démené pour dissuader les députés de faire mention même des affaires extérieures. Son attitude, qui était totalement dépourvue de sens pratique, se résumait à ceci: si un député exprimait en Chambre une opinion qui déplait à quelqu'un à Tombouctou, le Canada déchaînerait peut-être un grand conflit. Depuis lors, il y a eu ce que le chef de l'opposition (M. Pearson) appelle "l'héritage" que nous a laissé M. King. J'espère que, dorénavant, les députés ne se sentiront pas seulement libres, mais qu'ils estimeront devoir prendre la parole pour exprimer leurs opinions sur les affaires étrangères.

Notre pays est aujourd'hui trop vivement mis à défi sur le plan des affaires internationales pour que les députés ne fassent pas tout pour concentrer l'attention de l'opinion canadienne sur les affaires mondiales afin d'aider à l'élaboration d'une ligne de conduite qui convienne au Canada à l'égard des diverses questions difficiles qui se posent. Je suis donc très reconnaissant de l'animation dont on a fait preuve au cours du présent débat. Peu importe qu'on me critique. C'est normal. Mais les honorables vis-à-vis ne doivent pas non plus le prendre à cœur quand nous leur rendons la pareille, comme ce soir.

Le député de Cartier (M. Crestohl) a commencé par me décourager fortement. Si je l'ai bien entendu, il a laissé entendre que j'étais un ministre qui ne faisait rien, ne disait rien et n'était rien, en ce qui concerne le ministère des Affaires extérieures. Il a prétendu que mon objectif principal était de voir le Canada sans ennemis, concept dont il s'est plutôt moqué. Je rappellerai au député que le chef de l'opposition s'est déclaré d'accord avec moi lorsque j'ai dit qu'aujourd'hui le Canada n'a pas d'ennemis. Je renverrai l'honorable représentant à la page 1029 du hansard du 11 février, où il trouvera les observations suivantes du chef de l'opposition:

II...

C'est de moi qu'il parle. Je continue:

...a exposé ses vues hier et elles sont caractérisées par la déclaration que tout est bien en ce

[L'hon. M. Green.]

qui concerne le Canada; que nous n'avons pas d'ennemis dans le monde,—et j'espère que c'est vrai. Je pense qu'on peut le prouver.

C'est le chef de l'opposition qui parle. Puis le député de Cartier a poursuivi en disant que la nouvelle politique étrangère du gouvernement actuel est très différente de la ligne de conduite adoptée par le grand Lester B. Pearson, que la nouvelle politique consiste pour le Canada à n'offenser personne et à viser à n'avoir pas d'ennemi. C'est en effet, ce que nous visons, et tout pays qui aurait d'autres objectifs serait bien sot. Cependant, le chef de l'opposition n'a pas jugé qu'il s'agissait d'une nouvelle politique de la part du gouvernement. Voici ce qu'il a dit encore, ainsi qu'en fait foi la même page du hansard:

Une autre chose est devenue apparente au fur et à mesure que le ministre parlait. Après les deux ans et demi, ou peut-être trois ans, pendant lesquels mes honorables amis d'en face ont été responsables de la politique du gouvernement, il ne semble pas y avoir eu de changement fondamental dans la politique relative aux affaires étrangères, dans aucun domaine d'importance, voire, dans aucun domaine.

Or, mon honorable ami ne peut gagner sur les deux tableaux. Soit que le chef de l'opposition a raison, ou l'honorable député de Cartier. Je crains que l'honorable député de Cartier se soit tout simplement laissé emporter par son enthousiasme et, si je puis m'exprimer ainsi, en toute déférence, par son esprit de parti. L'honorable député s'est mis à raconter toutes les choses merveilleuses que les libéraux ont faites pour Israël. Je rappellerai aux honorables députés que, lorsque les dés furent jetés, en 1956, au moment de la crise de Suez, ce fut le parti conservateur qui appuya Israël et non le parti libéral. Aujourd'hui, Israël ne compte pas de meilleur ami que le Canada, et l'honorable député de Cartier, à ce que je vois, fait oui de la tête. Je lui signalerai qu'il n'aide pas beaucoup Israël en faisant le genre d'observations qu'il a faites ce soir.

L'honorable député a dit que la banque mondiale avait consenti un prêt en vue de certaines améliorations dans la zone du canal de Suez, et a laissé entendre que nous ne faisons qu'imiter ce que font les États-Unis. En réalité, ce prêt a été approuvé à l'unanimité par tous les membres de la banque mondiale, et son propre chef n'a même pas prononcé une seule parole pour inciter le Canada à protester contre ce prêt. L'honorable député peut bien dire que le gouvernement canadien aurait dû suivre une autre ligne de conduite, mais si son parti estimait qu'une telle mesure devait être prise, alors il aurait dû avoir le courage de le dire, et non pas essayer de tirer un avantage politique du discours que vient de prononcer l'honorable député de Cartier.